



Les prix explosent et les fins de mois sont de plus en plus difficiles. Mais les députés LREM, LR et RN ont refusé l'augmentation générale des salaires et la taxation des superprofits (alors que ceux des entreprises du CAC 40 explosent). Le pouvoir refuse aussi de geler les loyers ou de bloquer les prix.

Pourtant en 2021, 70 milliards d'euros ont été versés aux actionnaires des entreprises françaises, soit +11 % en un an. Le patrimoine des 500 plus grosses fortunes françaises représente 1 000 milliards d'euros (pour comparaison, le déficit attendu en 2022 pour la France est de 154 milliards).

Rappelons que la seule mise en place d'une égalité salariale entre les femmes et les hommes permettrait d'injecter 61,9 milliards d'euros dans l'économie.

Pour les fonctionnaires, l'augmentation de 3,5% de la valeur du point d'indice ne couvre ni les 10 années de gel, ni la hausse de l'inflation, ni le tassement des grilles indiciaires !

A la DGFIP, en matière indemnitaire, aucune mesure générale n'est proposée par la DG, et sa volonté de réintroduire une modulation à la tête du client reste intacte.

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Jamais avarés de mauvais coups, le gouvernement et le président de la république prévoient de nouvelles attaques contre le régime des retraites et l'assurance-chômage et organisent la destruction des services publics, notamment ceux de l'éducation et de la santé.

Le gouvernement, déjà condamné pour inaction environnementale par le tribunal administratif de Paris, poursuit une politique anti-écologique qui met en danger l'avenir même de notre écosystème. Il y a urgence à agir pour planifier la transition indispensable face à l'urgence climatique pour en finir avec notre dépendance aux énergies fossiles et aux fluctuations des prix du gaz et du pétrole.

Cette situation ne peut plus durer !

La CGT Finances Publiques appelle les agents à participer massivement à la grande marche contre la vie chère et l'inaction climatique

à Paris le dimanche 16 octobre, départ 14h de Nation (*Des transports allers-retours en bus sont organisés en région*)

Cette initiative nationale, rassemblant associations, partis politiques et structures syndicales, s'inscrit dans la continuité des mobilisations engagées notamment les 22 et 29 septembre et de la mobilisation climat du 23 septembre.

Nous marcherons :

- pour la **hausse des salaires et des minimas sociaux** et **contre la réforme de l'assurance chômage**
- pour le **blocage des prix de l'énergie, des produits de première nécessité** et le **gel des loyers**
- pour la **taxation immédiate des superprofits**
- pour des **investissements massifs dans la bifurcation écologique** créatrice d'emplois locaux ; et notamment dans **les transports en commun** pour les rendre accessibles à tous, dans **l'isolation des logements** pour réduire les factures et les pollutions, dans la conversion vers une **agriculture écologique** pour rendre l'alimentation saine accessible à tous, dans les **énergies renouvelables** moins coûteuses et écologiques
- **contre le report de l'âge de départ à la retraite et pour le retour à la retraite à 60 ans**
- pour une **allocation d'autonomie pour les jeunes** dès 18 ans

fichiers:



[Télécharger 16oct2022.pdf](#) (337.56 Ko)

Public: [Infos / actions](#)
[Luttes 2022](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
